

*Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté*

*Unité Départementale Haute-Saône,
Centre et Sud Doubs*

LE PREFET DU DOUBS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE – 25 – 2017 – 01 – 23 – 012

**OBJET : Prescriptions complémentaires au titre des Installations Classées
Société VALEST – Site de Cubry II à CUBRY**

- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code précité, et notamment son article 18 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2518 du 23 juin 1993, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 6061 du 17 novembre 1998, n° 6269 du 29 octobre 1999, n° 2913 du 29 juin 2000 et n° 1778 du 10 avril 2003 autorisant la société Onyx Valest à exploiter des installations classées sur le territoire de la commune de Cubry ;
- VU** le dossier de cessation d'activités du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de Cubry II en date de juin 2002 ;
- VU** les compléments au dossier de cessation d'activités en date d'octobre 2002 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-1303-01024 du 13 mars 2008 qui acte du passage en post-exploitation du site au 1^{er} juillet 2002 et établit un programme de suivi et d'autosurveillance pour les trente ans suivant cette date ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014 108-001 qui modifie le suivi des lixiviats, renforce les relevés topographiques, prévoit une expertise visant à identifier l'origine de la surproduction de lixiviats et de garantir dans le temps l'efficacité des mesures existantes (actives et passives) pour empêcher toute atteinte du milieu ;
- VU** le rapport d'expertise du 20 octobre 2014 d'ARTELIA référence 8 51 0681_R2V3 ;
- VU** le rapport d'activité 2015 de la société Valest ;
- VU** l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 28 octobre 2016 ;
- VU** l'avis du CODERST dans sa séance du 15 décembre 2016 ;

CONSIDERANT que la société Valest a stoppé l'exploitation commerciale de son centre de stockage de déchets non dangereux en juin 2002 ;

CONSIDERANT que l'expertise prescrite à l'exploitant lui a permis d'identifier l'origine de la surproduction de lixiviats ;

CONSIDERANT que les aménagements réalisés limitent l'infiltration des eaux pluviales dans le massif de déchets ;

CONSIDERANT le renforcement de la surveillance par des piézomètres supplémentaires ;

CONSIDERANT que ce nouveau programme de surveillance est destiné à protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Exploitant

M. le Directeur de la société VALEST, dont le siège social est situé 76 avenue André Malraux – BP 90252 – 57006 METZ CEDEX 01, est tenu de se conformer aux dispositions complémentaires définies par le présent arrêté pour son site de Cubry II.

ARTICLE 2 - Actes administratifs antérieurs

Les prescriptions concernant le suivi et la post-exploitation des actes administratifs antérieurs sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 - Programme de suivi

Le programme de suivi post-exploitation, d'une durée minimale de 30 ans, a été initié par l'exploitant le 1^{er} juillet 2002. Dès notification de l'arrêté, ce programme sera poursuivi et comprendra :

- l'entretien et le contrôle de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats dans les conditions précisées à l'article 3.1 du présent arrêté ;
- la réalisation d'un relevé topographique dans les conditions précisées à l'article 3.2 du présent arrêté ;
- la réalisation annuelle d'un bilan hydrique dans les conditions précisées à l'article 3.3 du présent arrêté ;
- l'entretien et le contrôle des dispositifs de captage et de traitement du biogaz ;
- la fourniture d'un rapport annuel d'activité ;
- l'autosurveillance prévue aux articles 3.5 à 3.7 du présent arrêté.

Article 3.1 - Entretien et contrôle de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Au moins une fois par mois, le niveau de lixiviats vis-à-vis du fond de l'alvéole dans l'ouvrage existant dans le massif de déchets au Nord-Ouest du site et dans le puits de relevage, est relevé.

Les pompes de relevage doivent être entretenues de manière à assurer en permanence l'évacuation des lixiviats avant d'atteindre la cote de 1 mètre au-dessus de la consigne de pompage à 261.02 (soit à 262.02 m NGF) ainsi que l'évacuation des eaux claires collectées.

Article 3.2 - Relevé topographique et évaluation du tassement des déchets

Le relevé topographique de l'ensemble du site est réalisé tous les 3 ans. Un relevé topographique est réalisé annuellement sur les points de contrôle du site.

Les points de contrôle sont équipés d'un plot fixe permettant de suivre dans le temps les déplacements des digues dans les trois dimensions.

Article 3.3 - Bilan hydrique

Le bilan hydrique annuel doit prendre en compte les coefficients d'étanchéité de la couverture, la pluviométrie, le volume de lixiviats, la surface du site.

Article 3.4 - Entretien du site (Cubry II)

L'exploitant doit entretenir la végétation du massif afin de détecter des zones d'infiltration préférentielle. Toute zone identifiée doit être reprise pour garantir l'évacuation des eaux de ruissellement. La végétation susceptible de favoriser l'apport d'eau dans le massif de déchets doit être supprimée. Les fossés doivent être entretenus annuellement et éventuellement remodelés pour garantir l'évacuation des eaux de ruissellement.

Article 3.5 - Surveillances in situ (Cubry II)

L'exploitant effectue les opérations de contrôle suivantes :

- relevés mensuels des niveaux dans les différents puits de drainage (TD, P_lix, P7) ;
- relevage et nettoyage des pompes du puits à lixiviats et du drain ;
- relevé des données de fonctionnement de la torchère ;
- contrôle visuel complet du site (clôtures, tassements, digues, végétation, état des réseaux et des fossés).

Article 3.6 - Télésurveillances

L'exploitant dispose de plusieurs alarmes à télédistance. Il s'agit d'alarmes de niveau pour :

- puits de collecte des lixiviats de Cubry II ;
- puits de collecte des eaux claires de Cubry II ;
- bassins de stockage des lixiviats communs à Cubry I et II.

Article 3.7 - Surveillance des effets sur l'environnement

Le nombre de points de contrôle, la fréquence des analyses ainsi que la nature des paramètres analysés, pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats obtenus.

Article 3.7.1 - Eaux souterraines

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions suivantes :

- lors de la réalisation d'un forage de surveillance, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses ;

- l'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées ;
- en cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage, afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines ;
- la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente). Le numéro BSS est donné par le Service Géologique Régional du BRGM ;
- les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Nom de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)
P1	En amont du site
P2	Aval de la digue Est
P3	Aval de la digue Ouest
P4	Aval du CSD
P5	Aval du bassin de lixiviats
P6	Puits de la pâture Pz0
P7	Nord-Est
P8	Sud-Est

Paramètres et fréquences de contrôle :

Ouvrages	Fréquences	Paramètres
P1 à P8	semestrielle	pH, potentiel redox, conductivité, Chlorures, Ammonium, DCO, DBO 5, MES, hauteur d'eau
	annuelle	Métaux totaux*, Sulfates, Orthophosphates ou phosphore total, Azote global, NTK, Nitrites, Nitrates, cyanures libres, phénols

* Métaux totaux : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent, à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré en période de hautes eaux et basses eaux. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Le mode de présentation des résultats d'analyse des eaux souterraines doit comporter les éléments nécessaires à leur évaluation et notamment doit permettre :

- la comparaison des résultats avec les données analytiques représentatives du milieu ;
- pour une même date, la comparaison des résultats d'analyse pour les différents points de contrôle en amont et en aval hydraulique du site ;
- l'analyse des tendances d'évolution dans le temps des résultats d'analyse pour l'ensemble des points de contrôle situés en amont et en aval hydraulique du site ;
- l'interprétation des résultats d'analyse et le niveau de précision lié à la méthode analytique employée (valeur limite inférieure de détection et valeur limite inférieure de quantification).

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 3.7.2 - Analyse des lixiviats

Paramètres et fréquence de contrôle :

Ouvrages	Fréquence	Paramètres
Bassin de collecte lixiviats du site Cubry II	Semestrielle	pH, conductivité, Métaux totaux*, Chlorures, DCO, COT, MES, Azote global, Ammonium, NTK, Nitrites, Nitrates, cyanures libres, phénols

* Métaux totaux : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Article 3.7.3 - Suivi des lixiviats

Le centre de traitement qui reçoit les lixiviats doit être apte à les traiter dans de bonnes conditions sans incidence sur son fonctionnement. Le traitement des lixiviats est réalisé à l'extérieur du site dans les conditions d'évacuation mentionnées dans la convention.

Cette convention préalable doit être passée entre l'exploitant de l'installation de stockage et le propriétaire de l'installation de traitement externe. Elle précise les informations communiquées à l'exploitant de l'installation de stockage par le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement sur ses rejets. Le gestionnaire du centre de traitement peut autant que de besoin imposer des normes plus contraignantes sur l'évacuation des lixiviats.

En cas d'impossibilité de traitement de ses lixiviats par le centre de traitement, l'exploitant est tenu de les faire éliminer par tout autre moyen en conformité avec la réglementation en vigueur. L'inspection des installations classées est avertie au préalable de la destination retenue par l'exploitant.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Article 3.7.4 - Eaux de surface

Les valeurs limites des eaux de surface vers le milieu récepteur à ne pas dépasser sont précisées dans le tableau 1 repris ci-après :

Tableau 1 : VLE eaux de surface	
Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Métaux totaux (*)	< 15 mg/l.
<i>Dont :</i>	
Cr6+	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Cd	< 0,2 mg/l.
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
Hg	< 0,05 mg/l.
As	< 0,1 mg/l.
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
CN libres	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

(*) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

L'autosurveillance porte sur les paramètres ci-après :

Effluents et milieu naturel	Lieu	Fréquence	Paramètres
Eaux de ruissellement	Tranchée drainante Est (C) et fossé eaux de ruissellement (D)	Semestrielle	pH, MES, résistivité, DBO5, COT, azote total, chlorures, fer, zinc
		Annuelle	Métaux totaux (*)
Ruisseaux	Ruisseau Est (A) Ruisseau Ouest (B) Aval lointain (I)	Semestrielle	pH, MES, conductivité, DBO5, COT, azote total, chlorures, fer, zinc
		Annuelle	Métaux totaux (*)

(*) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans le cas d'une dérive de 20 % entre les résultats amonts des ruisseaux et l'aval sur deux des paramètres de l'autosurveillance, l'exploitant est tenu de caractériser l'ensemble des paramètres du tableau 1 pour les eaux

de ruissellement sortant du site dans les 6 mois. Les résultats et les suites données seront adressés à l'insepection dans les deux mois.

Article 3.7.5 - Biogaz

Effluents et milieu naturel	Lieux	Fréquence	Paramètres
Biogaz	Arrivée à l'installation de brûlage	Semestrielle	CH ₄ , CO ₂ , O ₂
		Annuelle	H ₂ S, H ₂ , teneur en eau
	Sortie de l'installation de brûlage	Annuelle	SO ₂ , COV (4 catégories : aromatiques, HC aliphatiques, HC cycliques, cétones), CO, HCl, HF
	Torchère	Continu avec enregistrement	Température de combustion

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites à ne pas dépasser sont :

- CO < 150 mg/Nm³,
- SO₂ < 300 mg/Nm³ (si flux >25 kg/h)

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Article 3.8 – Travaux

L'exploitant doit mettre en sécurité les ouvrages anciens qui ne sont plus nécessaires au suivi du site et qui pourraient contribuer à l'infiltration des eaux dans le massif de déchets dans les 12 mois.

ARTICLE 4 – Suite tierce-expertise de 2014

L'exploitant est tenu de maintenir en service les moyens d'acquisition de données supplémentaires.

ARTICLE 5 – Remise en état

Tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats, sont supprimés, et la zone de leur implantation remise en état.

A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

ARTICLE 6 – Fin de la période de suivi

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi (juin 2032), l'exploitant adresse au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains de l'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

ARTICLE 7 – Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Besançon :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

ARTICLE 8 – Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune de CUBRY. Il sera affiché en mairie de CUBRY par les soins du maire et par l'exploitant dans son installation pendant un mois au minimum. Un extrait sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.


ARTICLE 9 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du DOUBS, le maire de CUBRY, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au maire de CUBRY,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon,
- au chef de l'unité départementale Haute-Saône, Centre et Sud Doubs de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Besançon.

A Besançon, le **23 JAN. 2017**

LE PRÉFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Philippe SETDON